

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 octobre 2005
Français
Original: anglais

Lettre datée du 23 octobre 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous informer que, pendant la présidence de la Roumanie, il est prévu que le Conseil de sécurité tienne une séance publique sur la question intitulée « La participation des femmes aux processus de paix », à l'occasion de la célébration, le jeudi 27 octobre 2005, du cinquième anniversaire de l'adoption par le Conseil de la résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité.

La présidence a établi un document de réflexion pour aider à orienter les discussions sur la question (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur
(Signé) Minhea **Motoc**



**Annexe à la lettre datée du 23 octobre 2005, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Séance publique du Conseil de sécurité, le 27 octobre 2005

**Résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes,
la paix et la sécurité**

« La participation des femmes aux processus de paix »

Introduction

Depuis l'adoption de sa résolution 1325 (2000), le Conseil de sécurité a tenu chaque année une séance publique sur les femmes, la paix et la sécurité et organisé des réunions selon la formule « Arria » en vue d'enrichir ses travaux. Dans trois déclarations de son président (S/PRST/2001/31, S/PRST/2002/32 et S/PRST/2004/40), ainsi que dans la résolution susmentionnée, le Conseil a demandé que les États Membres, les parties à un conflit, le système des Nations Unies et la société civile prennent un certain nombre de mesures concrètes en vue de protéger les femmes et d'accroître leur rôle dans le domaine de la paix et de la sécurité.

En vue d'appeler l'attention du Conseil de sécurité sur des thèmes d'actualité ayant trait aux droits de l'homme, à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix, la présidence roumaine du Conseil de sécurité propose que la séance publique organisée à l'occasion du cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité, soit consacrée à la participation des femmes aux processus de paix. Nous pensons que ce thème s'inscrit bien dans le contexte plus large de l'évaluation et de la réflexion qui seront engagées à l'occasion de la présentation du Plan d'action à l'échelle du système en vue d'appliquer la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

Ces dernières années, on a davantage pris conscience de la précieuse contribution que les femmes apportent à la promotion de la paix et, plus particulièrement, du rôle important qu'elles jouent dans le rétablissement de la confiance, la promotion de la réconciliation et la culture de paix pendant la période de transition après un conflit. Une plus large participation des femmes à l'édification de la nation, en particulier aux élections et à la gouvernance, est jugée nécessaire. Le Conseil de sécurité accorde une plus grande attention aux questions d'égalité des sexes dans ses débats consacrés aux pays et dans ses débats thématiques, et intègre des considérations de parité dans le cadre des missions déployées dans les zones de conflit, dans le mandat des missions de maintien et de rétablissement de la paix et dans ses activités de suivi et d'évaluation de la situation dans les zones de conflit.

Malgré ces progrès, les résultats obtenus depuis 2000, s'agissant de faire des femmes des partenaires à part entière des processus de paix et, surtout, de faire une différence dans la vie de millions de femmes qui vivent dans des zones de conflit, ont été insuffisants. Comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son rapport de 2004 intitulé « Les femmes, la paix et la sécurité », le nombre de femmes qui participent aux processus de paix officiels reste faible, les besoins et les

préoccupations des femmes sont ignorés lorsque des parties s'efforcent de trouver un accord et les organisations de femmes n'ont souvent pas de ressources suffisantes pour exercer une réelle influence sur des négociations qui durent longtemps. Dans le document final de la réunion plénière de haut niveau de 2005, l'Assemblée générale souligne qu'il importe que toute action visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité offre aux femmes les chances d'une participation pleine et égale et qu'il est nécessaire d'accroître la participation des femmes aux décisions à tous les niveaux.

L'exclusion des femmes de la phase officielle des négociations a d'importantes répercussions, étant donné que les décisions concernant de nombreux aspects des processus de reconstruction après les conflits, notamment ceux qui ont trait à la réforme des systèmes constitutionnel, électoral et judiciaire, aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ou à la réforme du secteur de la sécurité sont prises par les parties autour de la table des négociations. La participation des femmes à cette phase des négociations peut influencer la teneur des discussions et garantir que les parties prennent en compte des questions souvent négligées, comme la nécessité de mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de crimes commis contre des femmes et des enfants et, en général, de violations des droits de l'homme, notamment de viol. La participation des femmes aux négociations officielles peut aussi se traduire par un appui au processus de paix pendant la mise en œuvre des accords de paix, les réseaux de femmes invitant leurs membres à soutenir le rétablissement de la paix et la réconciliation.

La séance publique de 2005 sera une importante occasion d'examiner les obstacles à la participation des femmes et de présenter des mesures concrètes visant à faire en sorte que la participation des femmes et l'intégration de considérations de parité dans les négociations politiques et dans le cadre de l'application des accords contribuent effectivement à accroître la participation des femmes aux processus de paix et à renforcer la légitimité des processus de prise de décisions, qui sont essentiels à l'instauration d'une paix globale et durable. Lors de cette séance, on pourra aussi tirer des conclusions pertinentes concernant les pratiques optimales et proposer des initiatives visant à mieux coordonner les efforts des États Membres, du système des Nations Unies et de la société civile en vue de diversifier et d'accroître la participation des femmes aux processus de paix à différents niveaux.

Principaux objectifs de la séance

- Entendre des opinions sur l'état actuel de l'application de la résolution 1325 (2000), cinq ans après son adoption, et des recommandations sur les mesures à prendre;
- Examiner les pratiques optimales en matière de participation des femmes aux processus de paix et permettre aux représentants du système des Nations Unies et de la société civile d'examiner plus avant les mesures concrètes qui doivent être prises en vue de favoriser la contribution des femmes au règlement des conflits et au rétablissement de la paix aux niveaux national, régional et international;
- Donner aux États Membres l'occasion de formuler des observations sur le Plan d'action à l'échelle du système en vue d'appliquer la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

Organisation des travaux

La présidence ouvrira la séance en faisant une brève déclaration liminaire. Le Secrétaire général voudra peut-être faire une déclaration. Celle-ci sera suivie d'une projection vidéo d'une durée de cinq minutes environ, comprenant une interview d'une Burundaise qui a participé aux négociations de paix et est actuellement membre du Parlement burundais, ainsi que des interviews d'autres intervenants, notamment de dirigeantes d'organisations de femmes, de Carolyn McAskie, Représentante spéciale du Secrétaire général, de membres de l'Opération des Nations Unies au Burundi, etc. Le Président donnera ensuite la parole aux intervenants; les membres du Conseil de sécurité ainsi que des pays non membres du Conseil feront des déclarations. Dans le cadre du dialogue interactif, les États Membres souhaiteront peut-être poser des questions précises sur les thèmes abordés par les intervenants dans leurs déclarations. Le Président invitera les intervenants à y répondre à la fin de la séance.

Document final

La présidence a l'intention de conclure la séance en adoptant une déclaration du Président. Un texte à cet effet sera rédigé et diffusé en temps voulu, et sera arrêté avant la tenue de la séance.
